

### « Le regard des Français sur le marché du travail »

Sondage Harris Interactive pour l'émission « Place aux idées »

Enquête réalisée en ligne du 12 au 14 juin 2013. Echantillon de 1510 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

\*\*\*\*\*

**L'Institut Montaigne et Tilder proposent chaque mois un grand débat sur une question sociétale au sein de leur émission « Place aux idées ». Celle-ci est diffusée sur la chaîne parlementaire (LCP-AN).**

Dans l'optique de l'émission du 18 juin, Harris Interactive a réalisé **une enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français afin d'interroger leur regard sur le marché du travail en France** : alors que le taux de chômage ne cesse de progresser depuis vingt-quatre mois consécutifs, et alors que le Président de la République a réaffirmé son objectif d'inverser la courbe du chômage d'ici la fin de l'année, quelles évolutions les citoyens français attendent-ils sur le marché du travail afin de recréer de l'emploi ? Leur appréciation diffère-t-elle sensiblement selon leurs préférences politiques ou leur situation personnelle ? Quel regard portent-ils plus précisément sur la formation professionnelle ?

*Quels sont les principaux enseignements de cette enquête ?*

- Parmi différentes mesures envisageables pour **réduire le chômage** en France, deux font l'objet d'un relatif consensus parmi les Français : **l'interdiction** des plans de **licenciement** dans les entreprises réalisant des **bénéfices** (72% des Français jugent cela « efficace ») et la réduction des **cotisations sociales payées par les employeurs** (67% « efficace »). En revanche, l'utilisation de financements publics pour créer davantage d'emplois aidés ne convainc que 38% des répondants. **Une présence accrue de l'Etat et la compétitivité l'emportent donc sur l'augmentation de la dépense publique.**

- Le regard porté sur ce sujet reste néanmoins **très clivé politiquement**, et la question de l'efficacité semble indissociable de l'idée de justice. Ainsi, les sympathisants de Droite jugent plus efficace la réduction de contraintes posées aux employeurs : par exemple, une réduction des **cotisations patronales** (87% des sympathisants de Droite jugent cela « efficace ») ou une augmentation de la **durée légale du travail** (79%). En revanche, les sympathisants de Gauche attribuent une efficacité supérieure à des mesures **interdisant les licenciements** dans les entreprises réalisant des bénéfices (84% « efficace ») ou **nationalisant des entreprises** de grande taille s'appropriant à fermer des sites français (72%).
- Plus d'un tiers des Français jugent le Code du travail **insuffisamment protecteur pour les salariés** (37%), cette proportion étant plus élevée parmi les sympathisants de Gauche (44%), **mais aussi trop contraignant pour les employeurs** (38%), ce jugement étant cette fois-ci plutôt partagé par les sympathisants de Droite (64%).
- La **formation professionnelle** semble pouvoir constituer, aux yeux des personnes interrogées, un levier d'amélioration du marché du travail français : parmi les personnes actives déclarant y avoir eu accès (soit 45% de l'échantillon), 72% d'entre elles jugent que cela leur a permis de progresser professionnellement, dont 30% « tout à fait ».

*Dans le détail :*

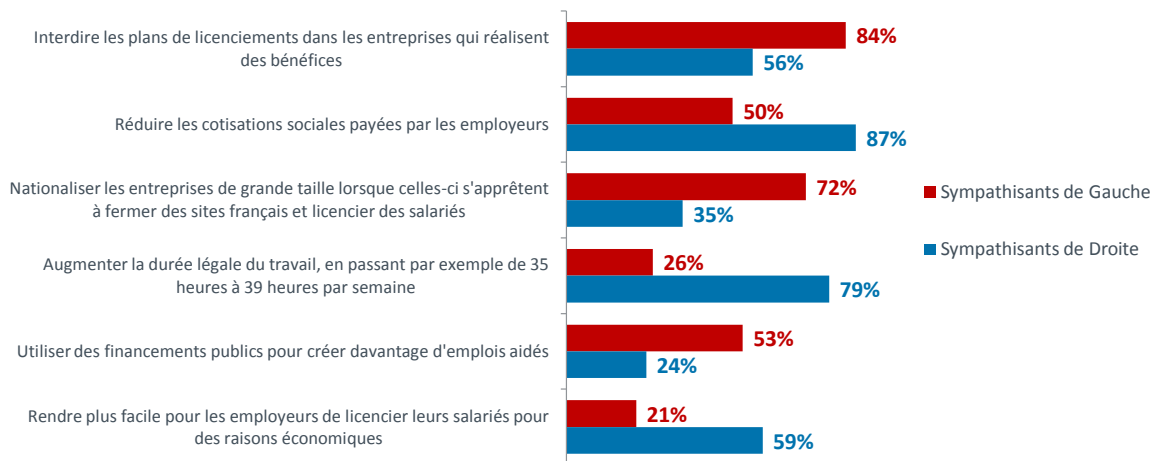
**Pour réduire le chômage en France, les regards sont clivés politiquement : les sympathisants de Droite jugent plus efficace l'octroi de davantage de libertés aux employeurs alors les sympathisants de Gauche attribuent une efficacité supérieure à des mesures interdisant les licenciements dans certaines circonstances.**

Interrogés sur différentes mesures envisagées par certains acteurs publics pour réduire le chômage en France, les Français jugent très majoritairement efficaces deux mesures principales : **l'interdiction des plans de licenciement dans les entreprises qui réalisent des bénéfices (72%, dont 38% « très efficace »)** et la **réduction des cotisations sociales payées par les employeurs (67%, dont 25%)** sont jugées efficaces par plus de deux personnes interrogées sur trois. Toutefois, la faible intensité des réponses semble montrer que les Français n'y voient guère des solutions radicalement efficaces face à la montée du chômage. Les personnes interrogées se montrent plus partagées sur l'éventualité de **nationaliser les entreprises de grande taille lorsque celles-ci s'apprêtent à fermer des sites français** et licencier des salariés (53% quand même jugent cela efficace, contre 45% d'un avis contraire), ainsi que sur une **augmentation de la durée légale du travail**, en passant par exemple de 35 heures à 39 heures par semaine (48% jugent cela efficace, contre 49% d'un avis contraire). Enfin, moins de quatre Français sur dix jugent efficace d'utiliser des financements publics pour **créer davantage d'emplois aidés (38%)**, ou de **rendre plus facile pour les employeurs de licencier** des salariés pour des raisons économiques.

Soulignons que le regard porté sur l'efficacité de ces différentes mesures pour réduire le chômage est **intimement lié aux convictions politiques** des personnes interrogées. Ainsi, les **sympathisants de Droite** sont beaucoup plus enclins que les sympathisants de Gauche à juger efficaces les mesures liées à la réduction des cotisations patronales (87% « efficace » parmi les sympathisants de Droite, contre 50% à Gauche), à l'augmentation de la durée légale du travail (79%, contre 26% à Gauche) voire à l'assouplissement des règles de licenciement pour les employeurs (59%, contre 21% à Gauche). A l'inverse, les **sympathisants de Gauche** attribuent une efficacité particulière à l'interdiction des licenciements dans les entreprises bénéficiaires (84% « efficace », contre 56% à Droite), à la nationalisation des entreprises de grande taille s'apprêtant à licencier des salariés (72%, contre 35% à Droite), et dans une moindre mesure à la création d'emplois aidés (53%, contre 24% à Droite). Au-delà de l'efficacité supposée de ces différentes mesures, les Français expriment donc un véritable **choix politique** dans la lutte contre le chômage, les sympathisants de Droite mettant l'accent sur **l'octroi d'une plus grande souplesse aux employeurs**, quand les sympathisants de Gauche jugent plus efficaces des **mesures visant à interdire la destruction d'emplois**.

## Les sympathisants de Droite jugent plus efficaces la réduction des cotisations patronales et l'augmentation de la durée du travail que les sympathisants de Gauche

Voici différentes mesures envisagées pour lutter contre le chômage en France. Pour chaque mesure, indiquez si elle serait selon vous très efficace, plutôt efficace, plutôt pas efficace ou pas du tout efficace pour réduire le chômage. – en % de ST « Efficace »



La sympathie politique constitue ainsi un critère **plus clivant que la situation professionnelle** : si les salariés jugent certes moins efficaces que la moyenne les mesures liées à l'augmentation de la durée légale du travail (40% « efficace ») et l'assouplissement des conditions de licenciement pour les employeurs (26% « efficace »), leur point de vue reste moins tranché sur ces sujets que celui porté par les sympathisants de Gauche.

**Plus d'un tiers des Français jugent le Code du travail insuffisamment protecteur pour les salariés, particulièrement parmi les sympathisants de Gauche, mais aussi trop contraignant pour les employeurs, ce jugement étant cette fois-ci plutôt partagé par les sympathisants de Droite**

Les Français portent un regard majoritairement critique mais néanmoins clivé sur le **Code du travail**. Seule une minorité des personnes interrogées se déclare satisfaite de la **protection qu'il offre aux salariés** : 44% des

Français le jugent ni trop, ni pas assez protecteur. En revanche, 37% des personnes interrogées estiment que le Code du travail n'est pas assez protecteur à l'égard des salariés, quand 17% jugent au contraire qu'il est trop protecteur. Au global, les Français sont ainsi plus nombreux à juger le Code du travail insuffisamment protecteur que trop protecteur pour les salariés. Ce sentiment de protection insuffisante est plus prononcé parmi les sympathisants de Gauche (44%), ainsi que parmi les personnes salariées (41%), même s'il reste à chaque fois minoritaire.

Les Français se montrent également critiques sur les **contraintes imposées aux employeurs par le Code du travail** : seuls 37% se déclarent satisfaits de ce niveau de contrainte, quand 38% le jugent excessif, contre 23% le trouvant au contraire insuffisant. Ainsi, les Français sont plus nombreux à juger le Code du travail trop contraignant pour les employeurs que l'inverse. Ce jugement est tout particulièrement partagé par les sympathisants de Droite, qui sont même une majorité absolue à juger le Code du travail trop contraignant pour les employeurs (64%). A nouveau, la question de la régulation du marché du travail fait donc l'objet d'un regard très clivé politiquement.

